



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDERNEAU DAOULAS

Département du Finistère (29)

AMO pour la mise en place de la délégation du
service public de l'eau potable et de
l'assainissement (hors eaux pluviales)

Fiche signalétique

○ Client

Raison sociale	Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas
Adresse	Maison des Services Publics - BP 849 29208 Landerneau
Famille d'activité	Collectivité
Milieu	Assainissement

○ Document

N° affaire	BREP180169
Nature document	Rapport
Nomenclature document	CDSP
Révision	0
Date envoi	25/10/2018

○ Contrôle qualité

Rédigé par :	Cécile DELEAUD	Superviseur
Vérifié par :	Guillaume LE CORRE	Responsable GSP

Sommaire



- I. Rappel des objectifs**
- II. Analyse de l'offre**

I. Rappel des objectifs



Objectifs demandés à la SPL Eau du Ponant

- Formalisés dans la lettre de consultation et le projet de contrat :
 - Des engagements / renseignements à compléter dans le projet de contrat, volontairement laissés vides pour que le candidat propose le niveau d'engagement qui lui paraît proportionné au service
 - Des objectifs mentionnés à l'article 3 du projet de contrat, détaillés à l'article 4
- Le candidat a la capacité de proposer des dérogations au projet de contrat ; le candidat a directement rédigées dans le projet de contrat initial.
- Le compte d'exploitation prévisionnel a été fourni pour la durée du contrat. Le bordereau des prix unitaires a été également fourni.

II. Analyse de l'offre



Engagements / renseignements à compléter

- Sur les valeurs de référence par indicateur :
 - Principe des indicateurs : suivre la qualité du service rendu aux usagers et en lien avec la CCPLD
 - Difficulté rencontrée : création de service, par agrégation de services existants pour lesquels, pour certains d'entre eux, peu de données de fonctionnement sont disponibles
 - Solution proposée par le candidat : se laisser une année pleine (2019) pour prendre en main le service et proposer des engagements atteignables
 - Solution adaptée pour les indicateurs non connus mais plusieurs sont identifiés et pourraient faire l'objet d'un engagement du candidat.
- L'annexe requise à l'article 8 sur les modalités de recherche de subventions n'est pas fournie.
- Sur l'indexation des prix (art.28.2) : la pondération des coefficients n'est pas complétée ; celle pour l'indexation du BPU étant supprimée et la variation des prix étant corrélée à la convergence tarifaire adoptée par la CCPLD, il pourrait être proposé au candidat de ne pas appliquer d'indexation des tarifs.

Objectifs

- 1. Garantir une collecte et un traitement des eaux usées efficients
 - 2. Placer l'utilisateur au cœur du service
 - 3. Assurer une gestion rigoureuse et transparente du service
 - 4. Garantir l'accès au service
 - 5. Assurer la performance du réseau et des installations
 - 6. Maintenir un juste niveau d'entretien et de valorisation du patrimoine
 - 7. Mettre en œuvre un système de management certifié et écologiquement responsable
 - 8. Favoriser les partenariats actifs entre les services publics
 - 9. Garantir une communication adaptée au maintien en état des installations non collectives
-
- Le candidat a ajouté deux objectifs.

Objectifs

1. ■ Garantir une collecte et un traitement des eaux usées efficaces
 - La notion de bon fonctionnement périodes exceptionnelles est supprimée, remplacée par la notion de préservation des usages du milieu récepteur en lien avec les contraintes réglementaires.
 - Déplacement d'un tableau d'indicateurs RPQS sur les performances de la collecte et du traitement, sans engagement de valeurs.
 - La notion d'information aux communes en cas de crise est supprimée à certaines lignes (ce qui est d'ailleurs en contradiction avec l'annexe p.19).
- 2. Placer l'utilisateur au cœur du service
 - Les engagements de délais sont réécrits :
 - Avec deux délais possibles pour une proposition de rdv : il n'en faudrait qu'un.
 - Ces éléments sont intégralement repris au règlement de service, très complet sur ce point.
 - Le candidat doit préciser de manière exhaustive les règlements qu'il accepte, même s'il promet la mensualisation.
- 3. Assurer une gestion rigoureuse et transparente du service
 - La méthodologie de recouvrement, quoique mise en annexe, est précise et détaillée.
- 4. Garantir l'accès au service
 - Pour garantir l'accès à l'eau des plus modestes, le candidat prévoit d'orienter les usagers vers les travailleurs sociaux (annexe p.23) et de participer au FSL (quantité non précisée).

- 5. Assurer la performance du réseau et des installations
 - Le candidat supprime la notion d'arrêts spéciaux ou d'urgence pour ne conserver que le principe de garantie de continuité de service. Il supprime l'indicateur proposé.
 - Le candidat ajoute les conditions dans lesquelles il garantit la maîtrise des rejets (en quantité et en qualité). Il ajoute un tableau d'indicateurs (sans engagement de valeurs).

- 6. Maintenir un juste niveau d'entretien et de valorisation du patrimoine
 - Les quantités demandées au projet de contrat sont supprimées (linéaire en passage caméra, linéaire en test fumigène, nombre de branchements contrôlés, par an) : « autant que nécessaire ».
 - Pour les investissements, le candidat ajoute qu'il privilégiera la réhabilitation au renouvellement pour limiter les perturbations et réduire les coûts, grâce à des *campagnes de diagnostic de fonctionnement* : cette notion serait utilement à préciser.
 - La notion de mise à jour du programme d'investissements est introduite en fonction des disponibilités financières du contrat. L'indicateur du montant annuel est d'ailleurs supprimé, celui qui permet de faire le lien avec le montant prévu au contrat est modifié pour reboucler avec la notion de mise à jour annuelle.

- 7. Mettre en œuvre un système de management certifié et écologiquement responsable
 - La certification ISO 18001 (management de la sécurité) et ISO 14001 (management environnemental) sont supprimées.
 - La notion d'eau traitée conforme aux textes en vigueur est supprimée, ce qui est incohérent avec la proposition de modification du 1^{er} objectif.
 - La certification ISO 9001 v2015 est en cours de demande, l'obtention est souhaitée pour 2020-2021.
 - Le management environnemental est complété par un indicateur (taux de valorisation des déchets produits). Les deux autres indicateurs techniques sont modifiés et ne permettent plus de raccrocher à une évaluation de l'efficacité de l'exploitation.
 - La thématique de la sécurité au travail est complétée par un indicateur (taux de fréquence des accidents routiers affectant le personnel du Concessionnaire).
- 8. Favoriser les partenariats actifs entre les services publics
 - Pas de modification.
- 9. Garantir une communication adaptée au maintien en état des installations non collectives
 - Pas de modification.

- 10. Favoriser l'émergence d'une expertise publique de référence dans le domaine de l'eau (ajouté par le candidat)
 - Développement de partenariats locaux.
 - Budget de recherche et d'expertise identifié : où est-il retranscrit dans le compte d'exploitation prévisionnel ?
 - Le montant annuel de ce budget est proposé comme indicateur du contrat.

- 11. Offrir un modèle d'entreprise de proximité (ajouté par le candidat), en lien avec la structure même de la SPL.
 - Il serait intéressant d'ajouter un organigramme **nominatif**, qui serait actualisé à chaque modification, et de préciser qui intervient par ETP affectés au contrat. Un report d'information sur le montant annuel alloué à la formation et les formations passées serait un complément intéressant.

Proposition de dérogations au projet de contrat

- Sur le périmètre (art.10.1) : le candidat intègre la reprise des travaux et projets en cours dès le 1^{er} janvier 2019 et au fil de leur réception.
 - Sur l'exclusivité : le candidat supprime le principe de non-exclusivité des branchements, ce qui est illégal au regard de la jurisprudence en assainissement collectif.
- Sur la communication : la prise en charge financière du plan de communication par la SPL est supprimée, à valider par la CCPLD.
- Les tarifs (art.6.4) ne sont pas mis dans le cœur du projet de contrat mais renvoyés en annexe : il serait plus lisible d'avoir les tableaux par année et par commune des tarifs prévus dans le corps du contrat, en application de la convergence tarifaire.
 - À noter que pour l'ANC, le candidat ajoute un prix pour le contrôle et la vidange d'une installation (à faire préciser le cas échéant).
- Le rapport aux actionnaires (art.9.6) est ajouté au contrat ; il implique que certains indicateurs RPQS ne soient fournis qu'à compter du 1^{er} décembre de l'année N+1 ; or, le décret n° 2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement indique dans son article 1 : le « rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable (...) est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. » soit avant fin septembre. Il conviendra d'échanger avec le candidat pour savoir si ces indicateurs peuvent être fournis plus tôt.

Proposition de dérogations au projet de contrat

- Sur les renouvellements (art.14) :
 - Le candidat n'a pas fourni de plan prévisionnel de renouvellement, ce qui est logique puisqu'il n'a pas d'inventaire complet ; *mais il supprime aussi le principe du suivi du renouvellement sur la durée du contrat et donc le détail à rendre compte à la CCPLD, en lien avec le contenu du rapport annuel d'activité.*
- Sur les branchements neufs (art.16) : le candidat prévoit l'exclusivité des branchements neufs, à l'appui du règlement actuel du SPAC.
- Entretien des canalisations (art.22.2) : le candidat supprime les engagements de curage préventif et taux d'encrassement maximal des conduites, ce qui peut conduire à des débordements. De même pour les inspections caméras dont le principe même est supprimé : le suivi de l'état structurel du réseau n'est donc pas possible.
- Contrôle des branchements (art.22.3) : la quantité annuelle de branchements existants à contrôler est supprimée (« autant que nécessaire »). Une modification apportée induit que le suivi des non-conformités est à l'initiative des usagers, ce qui ralentit la réduction des eaux parasites.
- Sur l'archivage des données du service (art.23.5) : l'annexe 11 présente un site Internet de partage de données électronique, participant de la gestion électronique des documents, mais les modalités de bancarisation des données (interventions, données électroniques issues de la télésurveillance, résultats d'analyses, ...) et l'accès à un historique de données n'est pas précisé (dans le temps et dans son accessibilité).

Proposition de dérogations au projet de contrat

- Sur la gestion du personnel en détachement (art.25.3) : le projet de contrat est modifié pour renvoyer à une annexe (n°13), vierge au stade de la remise des offres. Ce point devra être statué le plus tôt possible dans les négociations.
- Sur les périodes de relève (art.28.1), le candidat propose deux lots de facturation :
 - Lot 1 : les communes du SIDEp, Le Tréhou et de la Forest Landerneau avec une facturation sur relève au 20 décembre
 - Lot 2 : les autres communes avec une facturation sur relève au 1er novembre
 - Les périodes des factures sont du même mois que la relève, ce qui paraît difficile à réaliser surtout pour le lot 1 : à faire confirmer par le candidat le cas échéant.
- Le candidat ajoute un article sur le financement des investissements (29.4) dans lequel il indique qu'il PEUT solliciter des subventions et participations auprès d'autres collectivités, institutions ou organismes. Il serait intéressant de rendre cette disposition obligatoire pour les opérations éligibles.

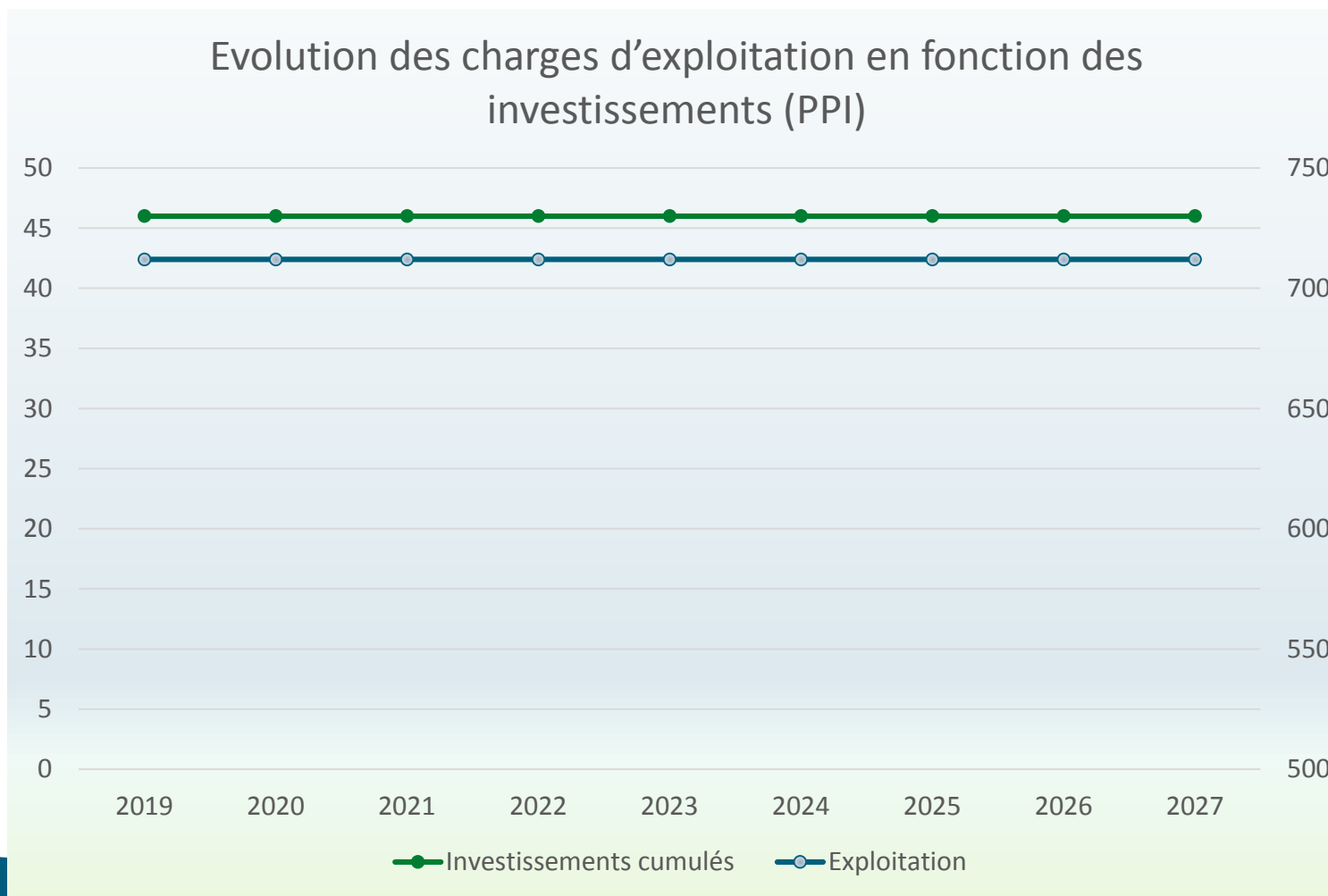
Compte d'exploitation prévisionnel et bordereau des prix unitaires

- Toutes les trames des documents financiers remises avec le projet de contrat au lancement de la consultation n'ont pas été utilisées.
- Le compte d'exploitation prévisionnel (CEP) remis a la forme et le niveau de détail usuellement pratiqués par la SPL ; sur la durée du contrat, le CEP est **positif** en tenant compte des investissements confiés. Il est nécessaire de disposer d'un détail des calculs le plus tôt possible pour la suite de la procédure.
- **Recettes : 25 000 à 26 000 € prévus par an pour la CCPLD : à valider. Les assiettes prises en hypothèse ne sont pas indiquées.** La part de la SPL augmente de 6,3% sur les 9 ans soit 0,7%/an. Ces valeurs sont à mettre en perspective avec l'étude financière de convergence tarifaire.
- Charges totales : le compte d'exploitation prévisionnel est largement positif mais des investissements ne sont pas comptés.
- Charges totales d'exploitation : elles évoluent de 3,7% sur les 9 ans soit 0,41%/an **hors investissements**
- Répartition des charges :
 - Remboursement des emprunts intégré : **à valider par la CCPLD** (cf. note du cabinet d'avocats) ; il représente 39% des charges hors investissements en 2019.
 - Études : demander les dépenses couvertes ; si ce sont les frais de maîtrise d'œuvre pour la mise en œuvre du PPI, elle représente par année une dépense non négligeable :

Mission	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Etudes	115	115	115	71	71	71	71	71	71
Investissements	46	46	46	46	46	46	46	46	46
Etudes/Inv	250%	250%	250%	154%	154%	154%	154%	154%	154%

Compte d'exploitation prévisionnel et bordereau des prix unitaires

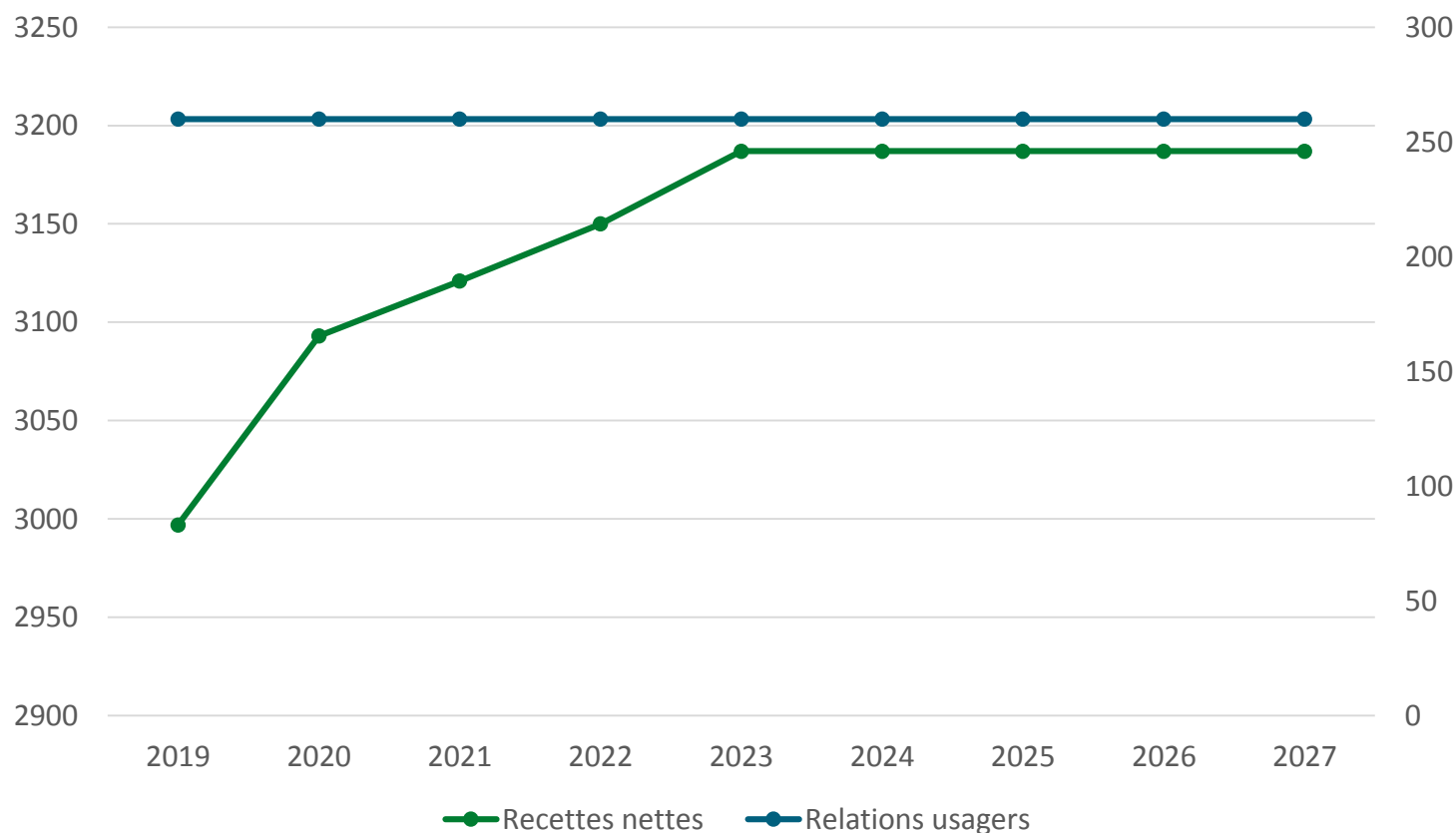
- Les charges d'exploitation n'évoluent pas malgré les menus investissements prévus :



Compte d'exploitation prévisionnel et bordereau des prix unitaires

- L'origine des montants pris en investissements dans le CEP est à préciser (montant de renouvellement des réseaux + montant des opérations engagées telles que la station de Ploudiry-La Matyre et Dirinon).
- La charge financière de la relation à l'utilisateur est stable sur la durée du contrat :

Évolution des charges de relations usagers avec les recettes nettes attendues



Compte d'exploitation prévisionnel et bordereau des prix unitaires

- Le gros entretien et renouvellement, base du maintien en bon état du patrimoine, évolue de 83 k€ en 2019 à 353 k€ en 2027, soit +325%) : ce point serait utilement à détailler. *Il paraît essentiel d'avoir un engagement de durée de vie des équipements pour que la CCPLD ait une notion de la cadence des renouvellements qui seront réalisés pendant le contrat.*
- Le candidat précise en bas du CEP intègre les charges prévisionnelles communiquées par la CCPLD et qu'il réalisera d'abord un schéma directeur avant d'évaluer les travaux à mener. *Une démarche proactive visant à provisionner une valeur annuelle dédiée au renouvellement de réseaux serait une avancée sérieuse, d'autant plus que l'offre financière est largement bénéficiaire.*
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) présenté correspond à la délibération du conseil d'administration de la SPL du 24/11/17 pour la fixation des tarifs 2018. A noter que les actionnaires titulaires d'un contrat de DSP voient les coûts horaires augmenter de 5% par rapport à 2017. En l'état actuel de l'offre, la CCPLD se voit donc imposer les évolutions des coûts horaires, en prenant part à la décision par sa présence au conseil d'administration ; les temps réellement passés étant ensuite affectés au contrat, cela diminue mécaniquement le solde disponible du contrat (pour le même temps passé). L'origine du calcul des tarifs 2018 n'est pas précisée dans la délibération.

Points majeurs de l'analyse juridique

- **Financement des investissements** : le candidat a précisé qu'il prenait à sa charge les investissements prévus au contrat. Toutefois, il a précisé dans le même temps « sans préjudice des subventions ponctuelles d'équipement versées par la CC ». Une telle rédaction anéantit fortement la prise de risque prise par le concessionnaire et qui caractérise les contrats de concession. Sans risque assumé par le concessionnaire, le contrat peut être requalifié par le juge administratif de marchés publics. Ce point devra donc être discuté lors des négociations.
- **Clauses de rencontre** : le candidat a supprimé les hypothèses de révision prévues dans le cahier des charges. Ces hypothèses permettaient de caractériser le risque pris par le concessionnaire et que ce dernier ne puisse pas solliciter tous les ans ou à tout moment durant l'exécution du contrat, une révision des clauses tarifaires. Le candidat a proposé que les parties se rencontrent chaque année à l'issue de la remise du CARE pour s'assurer de l'équilibre du contrat. Une telle rédaction anéantit une fois encore, le risque assumé par le concessionnaire. Cette rédaction peut entraîner un risque de requalification du contrat de concession en marché public. La proposition de modification pose de réelles difficultés.
- **Pénalités** : le candidat a décidé de supprimer l'ensemble des pénalités prévues au contrat. La collectivité fixe des objectifs et impose des obligations, sans qu'aucun moyen de contrainte ou à tout le moins, sans qu'un dispositif ne soit prévu en vue d'inciter le concessionnaire à respecter ses obligations contractuelles. La collectivité n'a donc aucune garantie à la fin du contrat de retrouver un patrimoine non vieillissant. Eau du Ponant propose d'inscrire les relations contractuelles dans la confiance plus que dans un cadre juridique classique sanctions/obligations. Cette démarche présente incontestablement des risques qu'il appartient à la CC d'apprécier et d'arbitrer.

MERCI